Les bisbilles dans le camp National-Capitaliste Autoritaire .

Comme je l’espérais dans mes billets précédents repris dans mon article de lundi dernier sur AOC-Media (« Non, l’Europe n’est pas seule »), les contradictions nationales se manifestent dans le camp « National »-capitaliste autoritaire.

1. En Arabie Saoudite, les émissaires de Trump ont compris que l’Ukraine n’a pas l’intention de capituler. Les sondages montrent que l’opinion publique US n’est pas vraiment d’accord avec le lâchage de l’Ukraine et l’alliance russe. Les USA se sont donc ralliés à la position anglo-française : une trêve d’un mois. D’autant que l’Ukraine semble accepter le « prix » : la prise en tutelle de ses mines, en espérant que cela inciterait les USA à défendre l’Ukraine. Et Trump n’obtient rien sur son vrai objectif stratégique, une rupture Russie/Chine. D’où basculement de ce pitre : maintenant, c’est la Russie qu’il menace de sanctions « terribles » si elle n’accepte pas la trêve (ce qui implique que les sanctions jusqu’ici n’étaient pas si terribles...) et il rétablit une certaine aide à l’Ukraine ! Trump va se rendre compte que Poutine (qui sait que l’Ukraine et l’UE ont besoin d’une trêve) est un partenaire plus coriace que l’Ukraine. Poutine accepte le « cessez-le-feu »... à condition que ce ne soit pas une trêve mais déjà la quasi-capitulation de l’Ukraine !
2. La Russie s’y met : elle impose des hausses de tarifs sur les achats de voitures chinoises, pour endiguer l’invasion. Probablement l’industrie automobile russe ne peut portant plus produire grand-chose. Mais ce n’est pas un vrai affront à la Chine : celle-ci finance la guerre russe en achetant en yuans les hydrocarbures russes (sans pourtant en devenir tributaire : elle refuse le gazoduc transsibérien et maintient la diversité de ses approvisionnements), elle comprend que ses yuans servent à la Russie pour acheter du matériel à usage militaire, pas des voitures individuelles. Le but n’est pas une « substitution des importations par la production nationale » (ambition des tariffs de Trump), mais une sélectivité des importations russes depuis la Chine : toutes les devises sont réservées à la guerre.
3. Erdogan, l'autoritaire président turc, accentue son rapprochement avec l'Ukraine et l’UE. La question kurde, écharde entre l’Europe et la Turquie, se réduit à toute vitesse : une semaine après que le PKK signe une paix avec la Turquie, ce sont les Kurdes de Syrie qui signent un accord d’intégration de leurs forces armées avec le nouveau président Al-Charaa (issu de HTC, ex-jihadiste sunnite). On ne sait ce qu’il va en résulter pour l’autonomie du Rojina, mais on assite à un ralliement du camp sunnite dirigé par la Turquie à l’alliance européenne (selon le schéma « guerre de Crimée », en y rajoutant le conflit qui a dominé les années 2000 avec les chiites pro-iraniens.) Comme m’écrit Ahmed Insel, Erdogan saisit le prétexte de la défense contre la Russie pour rentrer dans le « concert européen », et lui (Insel) s’inquiète de savoir si en échange l’UE aura au moins des exigences sur la démocratisation du régime. A mon avis, non : comme Churchill et Roosevelt priorisant l’alliance avec Staline contre Hitler sur la question du Goulag et de Katyn. Mais on peut toujours essayer...
4. Et ça continue : quelques jours plus tard, l’Azerbaïdjan (dépendante de la Turquie) signe la paix avec l’Arménie, déjà écœurée du lâchage par la « Russie orthodoxe ». Les Azeris aussi ont des raisons de l’avoir mauvaise : la Russie s’est à peine excusée d’avoir abattu un de leurs avions de ligne. Mais aussi, derrière, la diplomatie turque cherche visiblement à liquider tous ses vieux contentieux avec l’Europe... où, remords du traité de Sèvres (1919) on aime bien l’Arménie et les Kurdes.
5. L’arrogance et la négligence de Poutine , polarisé par l’Ukraine, lui ont quasiment fait perdre tout le sud-Caucase ( Georgie, Arménie, Azerbaîdjan) . La question : va-t-il aussi perdre ses bases militaires en Syrie ? Pas impossible : l’insurrection de milices-dormantes pro-Assad dans la région de Lattaquié (celle des bases russes) , le 6 mars, fut probablement inspirée par les Russes cherchant à intimider Al-Charaa, le nouveau président (HTC) de Syrie. La réduction de cette insurrection a malheureusement tourné au massacre des Alaouites du coin, véritable vendetta + expression de la critique des restés-jihadistes sunnites contre la modération de Al-Charaa.